



## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

# Tendances conjoncturelles

Premier trimestre 2026

Au premier trimestre 2026, l'indicateur du climat des affaires se stabilise à 104,2 points. Pour la première fois depuis la crise sanitaire, les prix à la consommation diminuent tandis que le marché du travail conserve une bonne dynamique, en particulier dans le secteur tertiaire.

Du côté des secteurs d'activité, le bilan est plus nuancé. La fréquentation touristique s'essouffle, impactant à la baisse les performances de l'hôtellerie. En parallèle, les effets de la guerre au Moyen-Orient commencent à se matérialiser, en particulier dans le commerce et le secteur primaire.

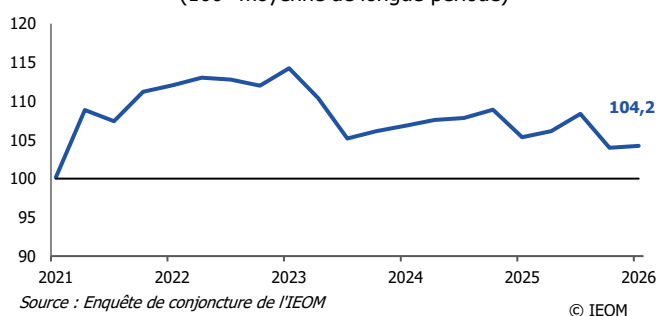
### Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*), elles en proposent désormais cinq (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de finesse et de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

## Un début d'année globalement satisfaisant, avant un trimestre incertain

### Un climat des affaires contrasté

**Indicateur du climat des affaires (ICA)**  
(100=moyenne de longue période)



Au premier trimestre 2026, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'élève à 104,2, un niveau stable par rapport au trimestre précédent (104). En revanche, sa composition diffère. Les chefs d'entreprise confirment le bon démarrage de l'économie en début d'année avec une composante passée (appréciation du trimestre écoulé) en hausse mais témoignent de vives inquiétudes quant au reste de l'année avec une composante future (appréciation du trimestre à venir) en baisse. Cependant, le maintien de l'indicateur du climat des affaires au-dessus de sa moyenne de long-terme témoigne d'une activité encore positive.

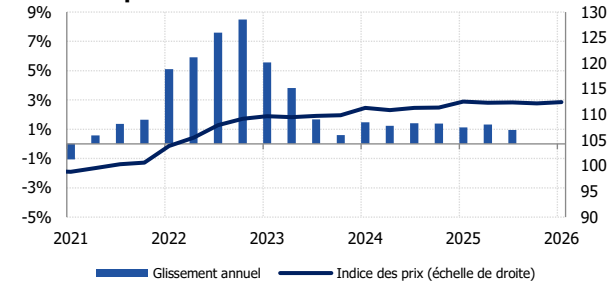
In fine, le premier trimestre 2026 ressort plutôt favorable, marqué par une activité dynamique et une augmentation des effectifs tandis que les anticipations des acteurs économiques se ternissent et laissent présager une activité et un investissement en retrait pour le second trimestre.

**Contribution des composantes passées et futures à l'évolution de l'ICA**



## Une inflation maîtrisée

### Indice des prix à la consommation



Source : ISPF

© IEOM

L'indice des prix à la consommation (IPC) se maintient (-0,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2026).

Cette évolution s'explique principalement par une hausse des prix de l'éducation (+3,4 %), l'hôtellerie restauration (+1,8 %) et l'assurance et autres biens et services (+1,9 %), compensée par une baisse des prix dans le secteur de l'habillement (-4,9 %) et des transports (-3,1 %).

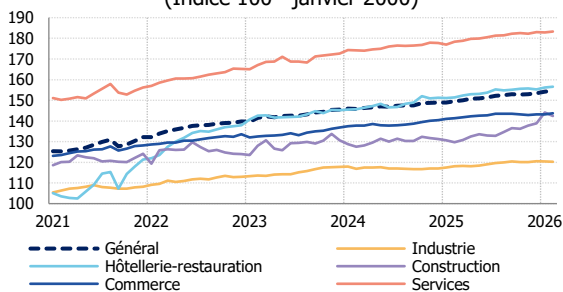
L'index BTP gagne 0,3 % sur un an, la diminution des prix des matériaux étant neutralisée par la progression des services.

## Le marché du travail stimulé par la construction

L'indice de l'emploi salarié marchand augmente de 3,4 % en glissement annuel, à février 2026. C'est dans le secteur de la construction que l'emploi se porte le mieux, avec une hausse de près de 10 % de l'emploi salarié marchand, portée par les travaux de rénovation dans quatre hôtels de luxe. Les autres secteurs d'activité sont également dynamiques, mais dans une moindre mesure : hôtellerie-restauration (+3,4 %), autres services (+2,8 %), industrie (+1,9 %) et commerce (+1,7 %).

Le marché du travail affiche en 2025 une progression solide avec une hausse de 2,2 % des effectifs salariés sur un an (données CVS). Les meilleures performances reviennent au secteur BTP et à l'industrie (respectivement +4,2 % et +2,7 %). À noter que, sur l'année, les effectifs salariés stagnent dans le secteur primaire.

### Indice de l'emploi salarié (Indice 100 - janvier 2000)



Sources : CPS, ISPF

© IEOM

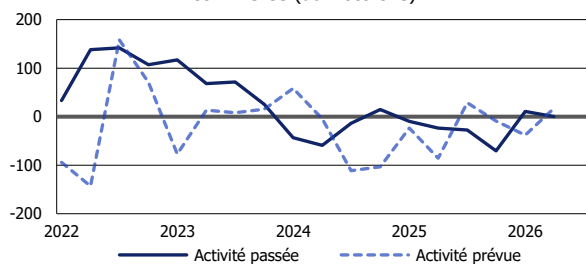
<sup>1</sup> Les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des nouveaux crédits à l'habitat des ménages, et ce, quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT).

## Le secteur du commerce reste résilient face au recul de la demande intérieure

Le recul des crédits à la consommation des ménages se poursuit au premier trimestre 2026. La production de ces crédits diminue de 11,4 % en glissement annuel pour s'établir à 6,1 milliards XPF, après -10,7 % au trimestre précédent. Les importations de biens de consommation à destination des ménages affichent une évolution contrastée sur l'année 2025 : les produits alimentaires progressent de 6 % sur un an, tandis que les biens de consommation non alimentaires restent stables (+1 %).

Dans ce contexte, les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM conservent des anticipations prudentes. Ils prévoient un retour de leur activité au niveau de sa moyenne de longue période, mais font état d'une hausse de leurs charges, susceptible d'entraîner une dégradation de leur trésorerie à court terme.

### Solde d'opinion de l'activité dans le secteur du commerce (données CVS)



Source : IEOM, désaisonnalisées par l'IEOM

© IEOM

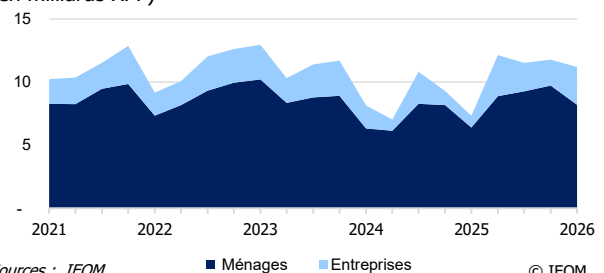
## L'investissement en progression

Dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, les chefs d'entreprises font état d'une hausse de l'investissement en ce début d'année.

Les crédits à l'équipement le confirment et enregistrent une nette progression (+85 % au premier trimestre 2026, en glissement annuel) pour atteindre 11,3 milliards XPF, portés par les projets de rénovations dans le secteur hôtelier. L'année 2025 avait déjà été dynamique avec une hausse de 7,6 %. Les importations de biens d'équipement reculent de 27 % en glissement annuel (11,2 milliards XPF contre 15,3 milliards au dernier trimestre 2025).

Du côté des ménages, la baisse du taux moyen des crédits à l'habitat a stimulé les investissements immobiliers (+28,5 % de prêts immobiliers<sup>1</sup> en glissement annuel au T1 2026) mais cette dynamique commence à s'essouffler : les prêts reculent de 16 % en début d'année par rapport au trimestre précédent.

### Production de crédits immobiliers (en milliards XPF)



Sources : IEOM

© IEOM

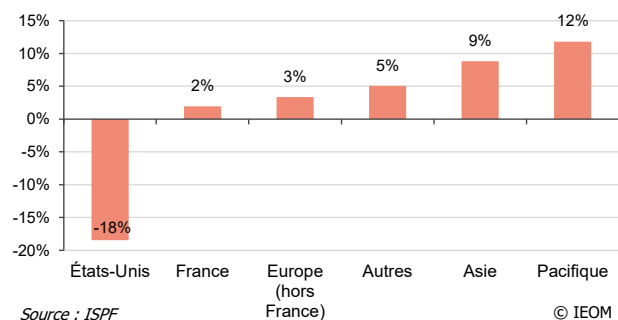
## Des pressions grandissantes pour l'ensemble des secteurs d'activités

### Recul de la fréquentation touristique

Sur les deux premiers mois de l'année, la Polynésie française a accueilli 29 630 touristes. La fréquentation touristique se contracte ainsi de 5,6 % (en janvier et février 2025, le territoire avait accueilli 31 400 touristes). Ce repli concerne les touristes terrestres (-2,5 %) mais surtout les croisiéristes (-14,8 %).

La baisse observée s'explique principalement par le recul marqué du nombre de touristes en provenance des États-Unis, premier marché émetteur. En janvier et février 2026, 11 490 touristes américains sont recensés, contre 14 100 touristes l'année précédente, soit une diminution de -18,4 % sur la période.

#### Évolution de la fréquentation touristique par marché émetteur (janvier-février 2026 par rapport à janvier-février 2025)



Pour les hôteliers, le constat est similaire, notamment en raison de la fermeture de plusieurs établissements pour des travaux de rénovation. Interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, près de neuf hôteliers sur dix signalent une dégradation de leur activité au premier trimestre 2026 et sont relativement pessimistes quant au trimestre à venir. Par ailleurs, suite aux nombreux projets déjà lancés, ils prévoient une stabilisation de l'investissement.

### Des signaux divergents pour le secteur secondaire

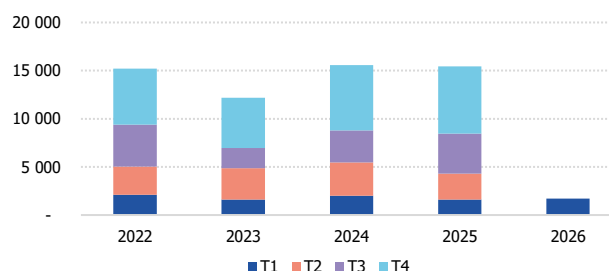
Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité du secteur BTP s'améliore légèrement et retrouve sa

moyenne de longue période, notamment grâce aux projets d'aménagements liés aux Jeux du Pacifique 2027.

Dans l'industrie, l'activité retrouve également son rythme de long terme et les investissements se stabilisent.

Au premier trimestre, les dépenses publiques liquidées progressent de 6 % (en glissement annuel) pour atteindre 1 720 milliards XPF. Cette hausse est due à l'augmentation des dépenses de l'équipement (+25 % en glissement annuel) et de l'enseignement (+11,3 %), compensées par la baisse des dépenses du service d'État de l'aviation civile (-72 %).

#### Dépenses publiques liquidées (données brutes, en millions XPF)



Sources : Aviation civile, DES, Direction de l'Équipement

© IEOM

### Un secteur primaire vulnérable

Du côté du secteur primaire, plus de la moitié des dirigeants interrogés témoignent d'une stabilisation de leur activité pour le début de l'année 2026. Toutefois, 60 % d'entre eux signalent une dégradation des charges d'exploitation, notamment en raison de la hausse prévue du prix du carburant et de l'électricité.

Secteur clé pour les exportations locales, la perliculture connaît un début d'année mitigé. Grâce aux bateaux de croisière luxueux arrivés en début d'année, les commerçants parviennent à vendre des produits très haut de gamme. Néanmoins, le recul des touristes terrestres, et surtout des acheteurs américains, inquiète les professionnels.

## La croissance mondiale à l'épreuve des tensions géopolitiques

L'économie mondiale en ce début d'année 2026 est fortement affectée par le conflit au Moyen-Orient. Dans sa dernière publication, le FMI a réduit ses prévisions de croissance, anticipant un ralentissement de la croissance mondiale à +3,1 % sur l'année 2026. Les prix élevés du pétrole depuis le début de la guerre en Iran dynamisent l'inflation qui repartirait à la hausse pour atteindre +4,4 % en 2026 après +4,1 % en 2025. Dans le cas où le conflit se prolongerait au-delà de la mi-2026, le FMI n'écarte pas un scénario dans lequel la croissance chuterait à 2 % en 2026 et l'inflation s'envolerait au-dessus de 6 % d'ici à 2027

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre (+1,6 % en taux annualisé) dans un contexte d'effets différés des baisses de taux menées fin 2025 par la Fed, et de maintien de ces taux inchangés depuis le début de l'année. La situation pourrait néanmoins évoluer avec la progression de l'inflation américaine en avril à son rythme le plus soutenu en trois ans. Selon les données publiées fin mai, l'indice des prix a bondi de 3,8% sur un an. Sur l'année, la croissance américaine est attendue à +2,3 % par le FMI, au-dessus de la moyenne des économies avancées (+1,8 %).

Dans la zone euro, la croissance économique a décéléré et atteint + 0,1 % au premier trimestre 2026. La zone euro voit ses perspectives de croissance pour l'année 2026 s'amincir à 1,1 %, après 1,4 % en 2025. Selon les prévisions du FMI, la croissance de l'économie devrait rester faible en 2026 en Allemagne (+0,8 %) comme en Italie (+0,5 %), l'Espagne bénéficiant d'un surcroît de dynamisme (+2,1 %).

En France, au premier trimestre, le PIB se replie légèrement (-0,1 %), confronté à une demande intérieure peu dynamique. La Banque de France anticipe dans son scénario central une hausse du PIB de 0,9 % en 2026 (projections macroéconomiques de mars 2026). L'inflation, dopée par les prix de l'énergie, s'élèverait à 1,7 %. Une dégradation durable de la situation au Moyen-Orient pourrait toutefois peser tant sur la croissance que sur l'inflation.

La dégradation de la situation internationale, la hausse des prix de l'énergie et une demande extérieure atone pèsent sur l'économie japonaise. En dépit des incitations fiscales adoptées à l'automne 2025, celle-ci devrait connaître une croissance limitée en 2026, à +0,7 %.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique a augmenté de 4,4 % en 2025. Elle est notamment restée dynamique en Inde (+7,6 %) et dans une moindre mesure en Chine (+5,0 %) et au Brésil (2,3 %). La croissance ralentit en revanche fortement en Russie (+1,0 %). En 2026, le FMI anticipe un rythme de croissance comparable à 3,9 % dans ce groupe de pays, avec une stabilisation de la croissance en Russie (+1,1 %) et une inflexion au Brésil (+1,9 %), en Inde (+6,5 %) ou encore en Chine (+4,4 %).

Sources : FMI (WEO, avril 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, mars 2026)

## Un début d'année mitigé pour la région Asie-Pacifique

En Australie, la croissance économique atteint +0,8 % au T4 2025, en amélioration par rapport au trimestre précédent (+0,4 %). Si la consommation des ménages semble se stabiliser en fin d'année, les exportations continuent de progresser moins rapidement que les importations (+1,4 % contre +1,8 %), freinant la progression du PIB. À fin mars 2026, l'inflation s'élève à +4,6 % en glissement annuel et l'inflation sous-jacente s'établit à +3,3 % sur la même période. Du côté du marché du travail, le taux de chômage se stabilise autour de 4 % à fin mars 2026. En mai, la RBA annonce une hausse de 25 points de base, portant son taux directeur à 4,85 %, en réaction à des tensions croissantes sur les prix. Il s'agit de son troisième relèvement depuis le début de l'année 2026.

L'économie néo-zélandaise se stabilise fin 2025 avec une croissance économique atone de +0,2 %. Le secteur tertiaire, principal contributeur à la croissance du pays, progresse de +0,7 %. Le début de l'année 2026 est marqué par la stabilisation du taux de chômage à 5,3 % et de l'inflation à +3,1 % en glissement annuel. En avril 2026, la RBNZ décide de maintenir son taux directeur à 2,25 %.

En Indonésie, la dégradation de la conjoncture se concrétise en ce début d'année. Au premier trimestre 2026, le PIB se replie de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, en raison des mauvaises performances du secteur minier (- 8,2 %), combiné au retrait des dépenses publiques (-30,1 %). Sur la même période, les exportations se stabilisent (+0,3 %) tandis que les importations progressent de plus de 10 %. Le marché du travail s'avère résilient, avec un taux de chômage à 4,7 % en février 2026. En avril 2026, la Bank of Indonesia maintient son principal taux directeur à 4,75 % (inchangé depuis septembre 2025), en raison notamment du ralentissement de l'inflation en avril 2026 (+2,4 % en glissement annuel), après avoir atteint un pic en février 2026 (+4,8 %).

Aux îles Fidji, l'économie devrait progresser de 3,0 % en 2026, après une hausse estimée de 3,4 % en 2025, sous l'impulsion du secteur tertiaire. Au premier trimestre 2026, la production aurifère ainsi que celle de bois se dégradent (respectivement -37,3 % et -17,5 %) tandis que la fréquentation touristique progresse de 7 % sur la même période. Les prix continuent de diminuer avec une baisse de 0,8 % à la fin du trimestre. En avril 2026, la RBF annonce le maintien de son taux directeur à 0,25 %.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, BPS-Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : T. BELTRAND ■ Responsable de la rédaction : D. BRUNEL

Rédaction : S. BAUDOARD et B. TICHET